

# La 33<sup>e</sup> Conférence Internationale du Travail

De notre observateur genevois René Gérard

Naguère, la Conférence internationale du Travail était un événement qui motivait l'envoi à Genève de nombreux correspondants de journaux appartenant à tous pays et qui suivait, séance par séance, les travaux de la session. Aujourd'hui, l'O. I. T. semble participer un peu au discrédit général qui s'attache à toutes les organisations internationales et sa conférence annuelle ne connaît plus ses grands auditoires d'autrefois.

Ce qu'on lui reproche, peut-être le plus, c'est d'avoir perdu le caractère profondément humain qu'elle possédait au temps de son prestigieux fondateur, Albert Thomas. Enfin, telle qu'elle est, elle n'en poursuit pas moins son œuvre de législation internationale du travail à la satisfaction presque générale des travailleurs.

## Politique d'abord

C'est sous la présidence de M. Yaghiyan Ram, ministre du Travail de l'Inde, que la 33<sup>e</sup> Conférence internationale du Travail a siégé à Genève, au Palais des Nations, du 7 juin au 1er juillet.

Bien que toutes considérations politiques et idéologiques devaient être bannies de l'O. I. T., on en a vu beaucoup trop au cours de la conférence qui s'achève.

Sur 62 Etats membres de l'Organisation, 52 avaient envoyé des délégations à la Conférence. Sur ce nombre, 42 seulement comprenaient des représentants des trois groupes, gouvernements, employeurs et travailleurs. En cours de session, l'Indonésie et le Viet-Nam ont été admis en qualité de membres. C'est leur admission qui a porté le nombre de ceux-ci à 62. Au surplus, la République fédérale allemande et le Japon étaient représentés par des observateurs qui étaient accompagnés de représentants des hautes autorités alliées. Comme il est devenu de règle, les Nations Unies, les institutions internationales intergouvernementales et aussi plusieurs organisations internationales, avec lesquelles l'O. I. T. entretient des relations, étaient représentées à la Conférence.

Répondant au vœu de Moscou, les délégués de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie quittèrent la Conférence dès son début pour protester contre la participation d'une délégation de la Chine nationaliste. Avant de s'en aller, cependant, le délégué polonais avait demandé à la Conférence d'exprimer «sa solidarité avec le mouvement mondial des partisans de la paix». Il n'attendait même pas de savoir si la Conférence était disposée à faire droit à sa requête, ce qui d'ailleurs ne fut pas le cas. La Conférence se livra ensuite à une autre petite manifestation en refusant de valider le mandat du délégué travailliste du Venezuela qui lui paraissait trop inféodé au gouvernement. En était-il autrement des délégués travailleurs de plusieurs autres pays auxquels la Conférence réservait, cependant, le meilleur accueil?

Quant à l'Espagne, elle n'existe toujours pas pour l'O. I. T. dont la Conférence pense sans doute que la présence du général Franco au gouvernement espagnol doit avoir pour conséquence de priver les travailleurs de son pays des bienfaits que l'Organisation dispense aux travailleurs des autres Etats.

## L'Oeuvre accomplie par la conférence

**Le développement de la productivité**

Du grand débat sur le développement de la productivité, auquel ont participé notamment deux ministres du Travail, est résulté l'accord de la Conférence sur les idées exprimées à ce sujet par M. Morse, directeur général du B. I. T., dans son rapport annuel. Le directeur général estimait qu'on ne peut prétendre à l'accroissement durable du pouvoir d'achat des masses sans une augmentation de la productivité et que les travailleurs ne contribueront à cette augmentation que s'ils ont la certitude de recueillir les justes fruits de leurs efforts. On reconnaît dans cette idée le principe directeur de toute la politique américaine. Celle-ci ne sera sans danger pour la paix internationale que pour autant que des marchés se trouveront toujours ouverts aux exportations des Etats-Unis.

**Le problème du chômage**

Ce problème a été longuement débattu. Sur la base d'un projet présenté par le délégué travailliste de Grande-Bretagne, un texte préconisant une série de mesures à prendre, tant sur le terrain

## Anglo-américanisches Oel-Abkommen

London, 20. Juli. Die amerikanische Oelgesellschaft Caltex hat mit der britischen Regierung ein Abkommen getroffen, nach dem Großbritannien jährlich etwa 30 bis 40 Millionen Dollar einsparen kann. Nach dem Abkommen wird die Gesellschaft rund 70 Prozent der bisherigen Oellieferungen gegen Pfund Sterling verkaufen, wobei die Verkaufslizenz auf das britische Empire ausgedehnt worden ist und Frachtkosten vom mittleren Osten ab ebenfalls in Sterling bezahlt werden können. Außerdem soll in erster Linie Rohöl der Bahrain-Inseln (persischer Golf) verwendet werden. Die Gesellschaft hat sich darüber hinaus bereit erklärt, weitgehend britische Tanker für den Oeltransport zu verwenden.

Ähnliche Vereinbarungen hat Großbritannien kürzlich mit anderen Oelgesellschaften getroffen. Die amerikanischen Oelgesellschaften sahen sich zu diesen Konzessionen gezwungen, nachdem Großbritannien erklärt hatte, seine Dollaraufgaben für Oel scharf einschränken zu wollen. Notfalls solle ausschließlich Sterling-Oel verwendet werden. Damit wären den amerikanischen Gesellschaften beträchtliche Absatzmärkte verloren gegangen.

Nach den neuen Vereinbarungen wird Großbritannien nur noch 2,5 Millionen Tonnen seines jährlichen Oelbedarfes mit Dollar bezahlen müssen. Die Einsparungen bilden außerdem die Voraussetzung dafür, daß die Benzinrationierung in Großbritannien aufgehoben wird.

national, die auf dem Terrain international, a été approuvée à la Conférence par 96 voix contre 3 et 13 abstentions. Les employeurs ont voté contre, estimant que certaines des mesures incluses dans le texte laissaient trop de prise à l'intervention des pouvoirs publics.

## Liberté syndicale

La Conférence a confirmé l'établissement par le Conseil d'administration du B. I. T. de la commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale qui avait été établie d'accord avec le Conseil économique et social des Nations Unies.

## Formation professionnelle des adultes

Une recommandation votée à l'unanimité établit une série de principes sur lesquels la formation professionnelle doit être basée. Elle fixe le champ d'application de ces principes, traite de la formation des cadres et agents de maîtrise, de la formation professionnelle des invalides, de l'organisation et de l'administration de la formation professionnelle et de la coopération internationale dans ce domaine.

## Les relations professionnelles

La Conférence a décidé à l'unanimité de soumettre à sa session de 1951, en vue de leur adoption définitive, un cer-

tain nombre de recommandations concernant les conventions collectives, la conciliation et l'arbitrage volontaires. Elle a décidé, en outre, d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session la question de la collaboration entre les pouvoirs publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs. Enfin, elle a adopté deux résolutions tendant à voir le B. I. T. étudier des mesures pour la protection des biens des organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que la législation et la pratique de la terminaison des contrats de travail.

## Salaires égal à travail égal

Le principe de l'égalité du salaire entre mains-d'œuvre masculine et féminine étant adopté, c'est la conférence de 1951 qui décidera si la question doit faire l'objet d'une convention internationale ou d'une simple recommandation.

## Questions agricoles

Ce n'est pas sans une grande satisfaction que le monde du travail agricole verra l'O. I. T. s'occuper, pour la première fois des conditions de travail dans l'agriculture. La Conférence, en effet, vient d'approuver en première lecture un projet de convention complété par une recommandation sur les méthodes de fixation des salaires minima dans l'agriculture. Ce texte sera donc soumis à la conférence de 1951.

## Budget

Enfin, la Conférence a approuvé le budget de l'O. I. T. pour l'année 1951. Il s'élèvera à 5.922.515 dollars des Etats-Unis et sera ainsi légèrement inférieur à celui de 1950.

# Industrialisierung des Ostblocks

Von Daniel de Luce, Korrespondent der Associated Press

Warschau, 20. Juli. Die Aktion der Sowjetunion zur Industrialisierung des Ostblocks wird unaufhaltsam vorangegetrieben. Ein immer stärker werdender Gürtel von Fabriken erstreckt sich von der polnischen Ostseeküste über 800 Kilometer bis nach Budapest im Donau-Becken. Nach russischen Direktiven geht diese Entwicklung mit Hilfe technischer Sachverständiger aus Ostdeutschland, mit polnischer Kohle und tschechischem Stahl vor sich.

Der Umfang, den diese Industrie schließlich erreichen wird, kann die Welt nicht erschrecken und auch kein Gleichgewicht für die vorgeschlagene Union der französischen und westdeutschen Schwerindustrie bilden. Die Ruhr allein überschattet alles was in diesem sowjetisierten Gebiet geschaffen werden soll.

Die bisherigen Ergebnisse erheben jedoch ein Versäumnis der amerikanischen Wirtschaftskriegführung. Seit 1946 sind geheime amerikanische Maßnahmen auf die Einschränkung der strategischen Exporte des Westens nach den Staaten des Ostblocks gerichtet. Trotzdem sind schwere Maschinen, Präzisionswerkzeuge und andere Kapitalgüter durchgeschickert. Polen zum Beispiel erhält eine Kugellagerfabrik aus Schweden. Als die Engländer kritisch erschienen, entschloß sich Rußland zu Lieferungen aus seinen eigenen Vorräten. Das geschah jedoch selten. Der Ostblock muß allerdings seine Industrialisierung in der Hauptsache aus eigener Kraft durchführen.

Die Sowjetunion fordert in dem gesamten Gebiet eine einheitliche Politik, und zwar erstens totale Mobilisierung der Menschenreserven bei absolutem Streikverbot und rigoroser Lohnstop. Jede kommunistische Regierung ruft ihre Arbeiter auf, in der Hoffnung auf eine bessere Zukunft, große Opfer zu bringen. Zweitens umfangreiche Investierung von National Einkommen in Schwerindustrie bei Drosselung der Produktion von Verbrauchsgütern. Auch geringfügige Luxuswaren sind tabu. Drittens Mechanisierung und Kollektivierung der Landwirtschaft, um Millio-

nen Menschen vom Lande in die Fabriken zu bringen. Das ist das Ende der bäuerlichen Unabhängigkeit.

Im Falle der deutschen Ostzone haben die Russen alle Kontrollen aufgegeben, die die westlichen alliierten Mächte gegen ein Wiedererstehen des westdeutschen Kriegspotentials ausübten. Die Ostzone ist im Begriffe, ihre Stahlherzeugung von 250.000 Tonnen im Jahre 1949 auf 2 Millionen Tonnen im Jahre 1951 zu steigern.

Polen hofft, der wichtigste Bestandteil in dem neuen Industrie-Komplex zu werden. Die derzeitige polnische Produktion von 74 Millionen Tonnen Kohle im Jahr soll bis 1955 auf 95 Millionen Tonnen gesteigert werden. Mit russischer Ausrüstung hat Polen, mit dem Bau eines Stahlwerkes mit einer Jahreskapazität von einundzwanzig Millionen Tonnen begonnen. Dadurch würde sich die 23 Millionen Tonnen betragende polnische Stahlherzeugung um 65 Prozent erhöhen.

Die Tschechoslowakei stellt im Jahre sechs bis sieben Millionen Tonnen Stahl her. Die berühmten Skoda-Werke arbeiten, wie es heißt, unter voller unschützter ihrer Kapazität.

Ungarn hat die bombardierten Manfred-Weiss-Eisenwerke in Budapest wiederhergestellt, ihre Produktion reicht von Fahrrädern bis zu riesigen Stahlpressen. Die Aluminiumindustrie, die sich von großen Bauxitlagern im Lande nährt, hat Fortschritte gemacht. In Rumänien und Bulgarien ist wenig davon zu sehen, daß ihre bäuerlichen Wirtschaften mit Ausnahme des Oelfeldes von Ploesti in das weite Industriegebiet einbezogen worden sind. Albanien ist in industrieller Hinsicht ein Nichts.

Polen und Ungarn sind jedoch in einer erstaunlichen Umwandlung begriffen. Die Tschechoslowakei und die deutsche Ostzone haben keine geringeren Produktionskenntnisse als irgendeine andere europäische Macht.

Die Hexenjagd nach „Spionen“ und „Saboteuren“ im Ostblock läßt auf einige charakteristische Schwierigkeiten bei der Industrialisierung schließen. Zuständige

Kreise schreiben dies vor allem einer kommunistischen Phobie zu. Strenge Polizeimaßnahmen erzwingen die Befolgung der Wirtschaftsdiktate der Oststaaten, und der Druck zur Überfüllung des „Solls“ ist unbarmherzig. Die Bedingungen der Industrialisierung kommen beinahe dem Kriegsrecht gleich. So hat ein Militärgericht in der polnischen Stadt Lodz einen leitenden Angestellten des Telefondienstes für sechs Jahre ins Gefängnis geschickt, weil er „unverzeihliche Nachlässigkeit und vorfälligen bösen Willen zeigte, indem er das normale Funktionieren der technischen Einrichtungen behinderte.“ Ein anderer Pole, der Verwaltungsdirektor einer staatseigenen metallurgischen Fabrik in Radomsk, wurde mit zehn Jahren Gefängnis bestraft. Das Verbrechen: „Er verkaufte Metallwaren ungesetzlich an private Käufer und gewährte privaten Käufern Vorteile.“



„On ne sait toujours pas, on ne saura probablement jamais ce qu'éprouvait Staline en déclenchant froidement la guerre de Corée“, écrit M. Charles Ronsac, dans „Franc-Tireur“. On sait, il sait maintenant ce qu'il a obtenu: la mobilisation matérielle et morale de l'Amérique, non plus seulement pour repousser l'agresseur nord-coréen, mais aussi pour prévenir et au besoin repousser toute nouvelle agression.“

„Staline s'attendait-il à une telle détermination de la part de l'Amérique, ou croyait-il que l'invasion de la Corée du sud allait passer comme une lettre à la poste?“ se demande l'éditorialiste.

Après avoir étudié le discours du Président Truman, M. Ronsac ajoute: „Il y a dans le discours une grande lacune... Aussi longtemps que le gouvernement de Washington n'annoncera pas qu'il usera de son influence et de sa puissance pour assurer aux peuples coloniaux ou déshérités, avec l'indépendance nationale les réformes sociales minima qui transformeraient au moins le serf en cultivateur, Staline disposera en Iran en Indochine, en Malaisie, en Birmanie, aux Philippines, d'un grand nombre de proies trop faciles. En dépit de l'insuffisance de leur armement les Coréens du sud se seraient mieux défendus s'ils avaient eu le sentiment de défendre leur sol, non celui de leurs seigneurs.“

„... C'est la première fois qu'une puissance se bat exclusivement pour mettre l'agression hors la loi en application d'une décision prise et d'un mandat délivré par une organisation supranationale“, écrit M. Maurice Schumann, dans „L'Aube“. Et repoussant, pour l'instant du moins, l'idée de négociations, l'éditorialiste conclut: „Une négociation, engagée alors que l'assailant recueille encore le bénéfice de sa préméditation aurait eu très exactement la même valeur que les fameux accords Laval-Hoare maiguignonnés en décembre 1935 par les responsables de la carence dont la S.D.N. trois mois après la violation de la frontière éthiopienne par les armées fascistes, pouvait déjà dresser l'irréparable bilan. Mais comme l'a dit le président des Etats-Unis, „les nations libres ont retenu la leçon de l'histoire“. Et c'est dans leur mémoire que réside leur espérance.“

„Voilà donc la Russie placée nettement en face de ses risques“, écrit l'éditorialiste de „L'Aurore“. „La volonté de résistance des Etats-Unis est absolue. Leur bonne volonté reste entière. Tout dépend en fait de Staline. Il ne peut douter de la résolution américaine. Nous persistons à la croire assez communiste pour en tirer politiquement des conclusions favorables, sinon à la paix, du moins au sursis.“

# Weltdiplomatie unter dem Prestigewinkel

Von unserm — eh — Korrespondenten in London

Wir stecken zur Zeit außer in einer abwechselnd am Gelben Meer oder auf dem Balkan sichtbaren Weltkrise mitten in nicht ganz durchsichtigen diplomatischen Vorgängen. Ihre Drehpunkte sind London und New-Dehli, ihr Stoff ist nominell Korea, und sie spielen nach Washington, Moskau und anschließend auch nach Peking. An den Regierungssitzen der Mächte lugt diese Kompromiß-Diplomatie um Ecken, allein sie zeigt nur ihren Schatten. Ob sie sich sehen lassen kann, das ist die Frage.

Natürlich ist der gänzlich lobenswerte Grundgedanke dabei der Ausgleich zwischen Ost und West und die Erhaltung des Weltfriedens. Es schieben sich aber unverkennbar Prestigefragen in den Vordergrund — das Leid aller Krisen von Urbeginn an und in London für die eigentliche Gefahr erachtet. Kann man die Nord-Koreaner auf dem Vergleichsweg zur Feuereinstellung u. zur Räumung bewegen, so muß dafür gezahlt werden. Das ist der Sinn von Vergleichen. Das hieß aber, wenn Aggression bringt Gewinn, ob letzterer nun darin besteht, den Volkschinesen in Peking, den nationalchinesischen Platz im Sicherheitsrat anzutragen, ob dann die Koreafrage noch einmal „legal“ im Sowjetrat aufgerollt werden soll, oder ob Amerika die schützende Hand von Formosa wegnimmt. Damit ist es also nichts. Es würde die hinter dem Sicherheitsrat stehende Welt gründlich und unwiderruflich diskreditieren, wobei man nicht nur an Asien zu denken braucht.

Kann man aber Korea nicht untereinander gegen diese höhren politische Ziele „aushandeln“ — und damit sieht es eben doch sehr schwach aus —, dann ergeben sich nach britischer Auffassung prestigemäßig und psychologisch andere Gefahrenmomente. Entweder die unter der Weltflamme kämpfenden Amerikaner werden ohnmächtig in einen Brückenkopf zusammengedrängt, vielleicht gar ins Meer zurückgeworfen. Dann wäre vom Ansehen sowohl der Vereinten Nationen als auch Amerikas aus der General MacArthur gehalten, notfalls seine berühmten „Inselprüge“ zu wiederholen und amphibisch wieder im Feindesgebiet zu erscheinen. Das wäre das absolut Erforderliche und wird auch geschehen; daran ließen weder Präsident Truman, noch die USA-Militärs, noch Lake Success einen Zweifel. Oder aber — und das ebenfalls in jedem Falle — die Flutwelle der nordkoreanischen Kommunisten wird über den 38. Breitengrad zurückgedrängt, dann steht das Prestige Moskaus nicht minder als dasjenige Pekings auf dem Spiele. Sie würden vermutlich vereint ihre Gesinnungsgenossen aus Pjongjang zu schützen trachten, vielleicht mit internationalen Brigaden, sogenannten Freiwilligenverbänden, vielleicht — abgesehen von diplomatischen Mitteln, die dann wenig taugen — mit schärferem Geschütz. Der dritte Weltkrieg wäre da.

Im Rahmen solcher Gedankengänge sind die beiden Moskauer Begegnungen zwischen Gromyko, dem Stellvertreter des anscheinend in eine verschwörerische Versenkung gestiegenen Wyschinski, und dem britischen Botschafter Sir David Kelly zu beurteilen. Dergleichen die persönliche Intervention des indischen Premierministers Nehru bei Stalin in Moskau und Truman in Washington. Amtlich noch nicht beglaubigt, soll darin sogar ein Vermittlungsbesuch im Kreml vorgeschlagen und von Moskau schon inoffiziell begrüßt worden sein. Dem Foreign Office in London lag in der vergangenen Woche daran, von Indien nicht im voraus konsultiert, sondern nur nachträglich unterrichtet worden zu sein. Des weiteren wurde die reine VN-Grundlage der Keltischen Weisungen unterstrichen, d. h. Feuereinstellung und Rückmarsch der Nordkoreaner, danach erst Unter-

haltungen über andere Probleme — aber immerhin Unterhaltungen. Dazu bietet aber anscheinend die Sonderaktion Nehrus keine Basis. Sie verknüpft das chinesische Sicherheitsratsproblem mit der Rückkehr der Russen in dieses Organ und mit der nord- und süd-koreanischen Einheit. Das wäre eine Generalvereinbarung in Lake Success, dazu eine koreanische Gesamtverfassung unter der Schirmherrschaft der Vereinten Nationen, letztere so wirksam und genau so wirkungsvoll im Endeffekt wie die Friedensverträge der Alliierten mit den Balkansatelliten. Bei diesen hat der Friedensvertrag beträchtliche mit Erfahrungen bezahlt. Ueber das Genannte hinaus geschah und geschieht ganz sicher noch mehr — aber was ist die Formel?

Dazu ist ein Positivum wenigstens zu sagen, daß man sich in London bewußt ist, von den Russen als Tür zu den Vereinigten Staaten, als Zwischen-sender für Signale von Moskau nach Washington betrachtet zu werden. Daß man im Kreml solchen schätzt, legt gleichzeitig die Bewußtheit für die unabsehbaren Folgen nahe, die jeder entscheidende Bruch verursachen müßte. Das gilt als gutes Zeichen, ebenso wie das unverkennbare Bestreben der Sowjets, sich nicht selber aus den Vereinten Nationen auszuboten. Es läßt mehr als vermuten, daß Stalin zwar den Weltkommunismus, nicht aber den dritten Weltkrieg will. Und weil dem so sein dürfte, wird wohl auch der Ausweg aus dem Korea-Dilemma gefunden, das trotz aller militärischen Schlappen eher eine kommunistische, als eine VN-Klemme zu werden verspricht.

Inzwischen machen sich die ersten Anzeichen dafür bemerkbar, daß London seine ursprüngliche Konzeption revidieren und, dem Ansuchen Trygve Lie's Folge leistend, Bodentruppen nach Korea entsenden will. Die Dinge können ohnehin nicht mehr engmaschiger werden, als sie es bereits sind. Vor allem werden wohl britische Panzer und Panzerabwehrwaffen gebraucht. Dazu tritt, daß das Kabinett im Schoße des Verteidigungsausschusses die Wiederherstellung der zweijährigen Dienstzeit und andere wehrmäßige Maßnahmen überlegt. Soweit ist es noch nicht, aber die Krisengesetze schreiben natürlich das Handeln vor. Und im übrigen können weder das mißtönende Rundfunkgezer der Sowjetsatelliten, noch das übel angebrachte, aber völlig akademische Atombombengerede näher zu Hause den inzwischen aufgenommenen ruhigeren Betrachtung der weltpolitischen Lage dämpfen.

## Wyschinski bricht seinen Urlaub ab

Karlsbad (Tschechoslowakei), 20. Juli (AP). Der sowjetische Außenminister Andrej Wyschinski, der sich seit zwei Monaten zur Erholung in Karlsbad aufhielt, hat am Dienstag seinen Urlaub plötzlich abgebrochen und die Stadt auf dem Luftwege mit unbekanntem Ziel verlassen. Sein Aufenthalt in Karlsbad war lange Zeit geheim gehalten worden.

Wyschinski, der bereits im vergangenen Sommer eine dreiwöchige Kur in Karlsbad genommen hatte, soll sich in Begleitung einer Frau und einer Sekretärin befunden haben. Er verbrachte seinen Urlaub im Hotel „Imperial“, das Eigentum der Sowjetunion ist. Das Hotel war der sowjetischen Regierung 1945 als Dank für die „Befreiung des Landes durch die Rote Armee“ übergeben worden.

## Im freien Zellen

\* Papst Pius XII. hat am Mittwoch wiederum eine Generalaudienz anlässlich des Heiligen Jahres abgehalten; unter den Teilnehmern waren Pilger aus den USA, Deutschland, Belgien, Frankreich, Großbritannien, Holland, Österreich, Spanien, Portugal, Brasilien, der Schweiz und dem Libanon.

\* Der ehemalige französische Ministerpräsident Paul Reynaud wird sich am Donnerstag zu einem fünftägigen Besuch nach London begeben; Reynaud wird am Freitag auf einer Kundgebung der europäischen Bewegung sprechen.

\* In den letzten 48 Stunden wurden im Gebiet von Stuttgart 21 Fälle von Kinderlähmung gemeldet, von denen zwei bereits tödlich verliefen, teilte das Gesundheitsamt am Mittwoch mit.

\* Der amerikanische Flugzeugträger „Midway“ und vier Zerstörer werden am Donnerstag zur Verstärkung der amerikanischen Mittelmeerflotte in Gibraltar eintreffen.

\* Im Juni sind 4158 Personen festgenommen worden, die versucht hatten, aus der Sowjetzone und kommunistisch beherrschten Ländern illegal nach Bayern zu gelangen, wird am Mittwoch offiziell mitgeteilt.

\* Amerika wird von der Atombombe Gebrauch machen, wenn durch eine weltweite Aggression zum Stehen gebracht werden kann, hat hier am Mittwoch der demokratische Senator Lyndon Johnson (Texas) in einer Rundfunkansprache erklärt.

\* Vizekanzler Franz Blücher hatte gestern Mittwoch eine Unterredung mit dem Vorsitzenden der sozialdemokratischen Partei, Dr. Kurt Schumacher; der Vizekanzler unterrichtete den Führer der Opposition über die laufenden Regierungsgeschäfte.

\* Der 25.676 BRT große britische Dampfer „Andes“ stieß am Dienstagabend im Hafen von Santos mit einem anderen Schiff zusammen; beide Schiffe erlitten Beschädigungen und mußten zu Reparaturzwecken im Hafen verbleiben.

\* Ueber dem westafrikanischen Busch ist gestern eine Dakotamachine beim Flug von Nova Lisboa nach Lobito abgestürzt; sämtliche sechs Fluggäste und die beiden Besatzungsmitglieder kamen ums Leben.

\* Vertreter der Vereinigten Staaten, Englands und Frankreichs werden am 24. Juli in Paris zusammentreten, um das Problem der Ueberbevölkerung in einigen europäischen Ländern, besonders in Deutschland und Italien zu erörtern.

\* Chinesische kommunistische Truppen haben am Sonntag die Pishan-Inseln, etwa 320 Kilometer nordwestlich von Formosa, eingenommen, meldet Radio Peking.

# ALARM um den SUEZ-KANAL

ROMAN VON ILONA BALASEA \* ALLE RECHTE VORBEHALTEN \* LITERARISCHE AGENTUR \* WESTENDORF

das schmale Bernsteinband, das Holt an Ilse kannte. „Ich habe dich“, sagte er, „Glaubst du jetzt, daß ich über das Schicksal des Mädchens etwas weiß?“ Holt nahm die beiden Gegenstände an sich. Aber seine Zweifel waren nicht behoben.

„Es ist nicht möglich, an Bord der «Chatam» zu kommen, wenn man nicht avisiert ist. Sonst kommt niemand an Bord.“

„Sie haben das Mädchen auf das Schiff gelassen“, erwiderte Fatime. „Sie glauben, daß sie die Freundin des dritten Maschinisten ist.“

Beide schwiegen eine Zeit.

Plötzlich trat Fatime nahe an Holt heran. „In einer halben Stunde verläßt der Dampfer den Hafen, du mußt dich eilen, Herr. Das blonde Mädchen ist in Gefahr.“

Holt nahm seinen Regenmantel von der Wand und steckte seine Revolver zu sich. Dann verließ er mit der Botin das Hotel. Als er sich draußen nach dem Mädchen umsah, war es spurlos verschwunden. Vergebens spähte er nach ihr aus, sie war bereits im Straßengewühl untergebracht. Jetzt hatte er nur einen Gedanken: zur «Chatam»!

Eine starke Lebenskraft pulste durch seinen Körper, als er sich zwischen den bunt gekleideten Eingeborenen hindurchwand.

Von den überfüllten Straßen gelangte er ins Hafenviertel. Kleine, schmale Straßen, voll von Schmutz und Dunkelheit, taten sich auf. Port Said war eine einzige Eiterbeule, infiziert mit dem Schmutz und Laster des Orients. Hier war die Kehre des Suezkanals.

Endlich hatte Holt die Shari el Sultan Hussein erreicht, den Hafenkai von Port Said.

Er sprang in eines der dort auf Reisende wartende Boote. „Weißt du, wo die «Chatam» liegt?“ rief er dem braunen Burschen zu, der sich schlaftrunken vom Boden des Bootes erhob.

„Chatam? Ja, Herr, «Chatam» liegen weiter unten gegen Kanal...“ Da trat einer der ägyptischen Hafen-

polizisten auf das Boot zu. Er zeigte nach Süden, auf den Kanaleingang. Dort dampfte eben ein schwarzes Schiff mit einem kurzen, gedungenen Schornstein in den Kanal. Seine beiden Scheinwerfer fraßen sich durch die Nacht, beleuchteten die Bojen, die die Einfahrt markierten. Die Sirene heulte auf, dann warf der Schlepper los. Das Schiff war in den Kanal eingefahren.

„Die «Chatam» ist vor einer halben Stunde Anker auf gegangen, Sir“, erklärte der Polizist.

Holt wußte nachher nicht mehr, wie er zur Bahnstation in der Shari Waghorn gekommen war. Gerade, als die beiden roten Schlußlichter des Suez-Express in der Nacht verloschen.

„Wann geht der nächste Zug nach Suez?“ rief er einen der Beamten in weißem Kaftan und rotem Fetz an.

„Um neun Uhr morgens“, erklärte der Beamte höflich. „Leider nur bis Ismailia. Dort müssen Sie umsteigen in den Personenzug, der aus Kairo kommt. Ich bedaure es wirklich, Sir...“

Erschöpft und schweißgebadet ließ sich Holt auf eine Bank fallen. Seine Fäuste ballten sich. In Gedanken verfolgte er die Strecke des Kanals. Ismailia... der Timsah-See... Kilometer 136! Immer wieder Kilometer 136...!

\*

Als Zafya in dieser Nacht nach Hause kam, lag eine Gestalt im Hausflur. Sie stieß einen Schrei aus, als er sich ihr näherte. Es war Fatime.

„Gnade, hab Gnade, Herr!“ schrie sie. „Was ist geschehen?“ fragte Zafya, von einer dumpfen Ahnung erfaßt.

„Das Schiff fuhr früher ab, mein Gebieter“, schluchzte Fatime.

Zafya brauchte ihr gar nicht in die Augen zu sehen. Er wußte auch ohne weitere Worte, daß Holt die «Chatam» nicht mehr erreicht hatte.

„Komm“, sagte er kurz. Nichts weiter. Er ließ ihr nicht Zeit sich zu beruhigen. Wie Blut schoß es Fatime in die Wangen. Zafya nahm seine Nilferdepeitsche in die Hand.

„Was weißt du also?“ herrschte er sie an.

Sie starrte ihn aus entsetzten Augen an. „Nicht meine Schuld, ich sollte nicht früher bei ihm sein, um 11 Uhr, wie du es befohlen hast, oh Herr“, schluchzte sie. Dann schlug sie ihre Hände vor das Gesicht.

„Töte mich, Herr, töte mich...“

Zafya ließ die Peitsche sinken. „Du sprichst im Fieber, Fatime. Der Ingenieur ist nicht zu spät gekommen! Es ist nicht wahr...“

„Es ist wahr, oh Herr“, schrie das Mädchen, „töte mich! Es ist nicht meine Schuld, aber töte mich...“

Zafya stieß das Mädchen von sich fort.

„Geh“, herrschte er sie an. „Geh und schweige über alles, was du getan und gesehen hast. Sonst bist du des Todes...“

Er betrat sein Schlafgemach, wo Ibrahim die Ampel entzündete.

„Es ist gut, Ibrahim.“ Zafya machte eine abweisende Handbewegung. „Ich bedarf deiner nicht mehr...“

Dann ließ er sich erschöpft in den Sessel fallen.

Holt nicht an Bord des Schiffes — das bedeutete Gefahr, höchste Gefahr! Und man war dagegen machtlos!

## 14. Kapitel

Eine Stunde lang hatte Ilse mit der Faust gegen die eiserne Wand der Kammer geschlagen, in der sie eingeschlossen war. Aber das Geräusch war in dem Lärm der drehenden Welle, dem Hämern der Rudermaschine über ihrem Kopf verloren gegangen. Dann war sie erschöpft eingeschlafen.

Lange war sie im Halbschlaf gelegen. Sie hatte im Traum mit Elliot über seinen Plänen geredet, vor ihnen war das Wasser des Suezkanals. Da öffnete sich auf einmal die Erde unter dem Kanal, das Wasser floß in die Wüste ab, ein Vulkan spie Feuer.

Ilse schrie auf und erwachte.

Sie richtete sich auf, sie streckte den Kopf durch das kleine, runde Fenster. Die Fordward war feucht und roch nach Salz und Eisen. Es war noch immer Nacht.

Ab und zu sah Ilse rote Lichter vorbeigleiten, die auf den Masten der Signalstationen hingen, dann wieder das Licht eines entgegenkommenden Dampfers, das auf ihrer Seite vorbeizog.

(Fortsetzung folgt).